

COMMUNIQUE DE ECA (Ending Clergy Abuse)

L'Organisation mondiale Ending Clergy Abuse (ECA), instance qui réunit des survivants d'abus dans le contexte clérical et des militants pour les droits de l'homme, exprime son rejet catégorique et sa préoccupation au sujet du récent jugement du 1er Tribunal pénal de Piura, Pérou, qui condamne le journaliste M. Pedro Salinas, considérant une partie de son travail professionnel comme une diffamation aggravée contre l'archevêque de Piura et Tumbes, Mr José Antonio Eguren Anselmi.

Nous rejetons cette condamnation dans la mesure où elle porte atteinte à la révélation des crimes contre l'humanité qui se sont produits au sein de l'institution de l'Église catholique. En effet, pour qu'un agresseur puisse commettre constamment des actes illicites à l'intérieur d'une institution, cela nécessite de tout un système qu'il opère en sa faveur, en faisant taire la victime. Ainsi, abus et dissimulation sont deux visages d'une même monnaie. Cependant, des travaux professionnels et héroïques comme ceux qu'ont réalisés les journalistes Pedro Salinas et Paola Ugaz sur « Sodalicio de Vida Cristiana », ne permettent pas seulement de mettre fin à l'impunité des auteurs, mais aussi de renforcer la position d'autres survivants qui ont vécu ces humiliations. À cet égard, le précédent créé au niveau international par ce jugement de première instance gèle l'expression de la vérité.

Nous exprimons également notre préoccupation du fait que le pouvoir judiciaire péruvien a perdu l'occasion d'inciter plus de personnes à révéler les abus dans le contexte clérical sans craindre que le pouvoir institutionnel s'exerce contre eux. C'est ainsi qu'il est paradoxal qu'un tribunal d'État condamne celui qui a révélé la vérité, alors qu'au Vatican son témoignage et celui de toutes les victimes que Pedro Salinas représente, a été pris en compte et valorisé par les organisateurs du sommet pour la protection des mineurs dans l'Église, qui s'est tenu en février dernier.

Par ce rejet et par notre préoccupation, en tant qu'organisation mondiale qui regroupe des représentants de 20 pays des cinq continents, nous continuerons à suivre les instances successives et les cas similaires tant au Pérou que dans le reste du monde.

Santiago du Chili, le 10 avril 2019